

Dossier. Pour ou contre la rigueur budgétaire. PAROLES.

« Un mauvais remède » « Réaffirmer l'indépendance de la BCE ». Henri Emmanuelli député PS des Landes et Alain Lambert, Sénateur UMP de l'Orne, ancien ministre du budget

ROYER Solenn de

Henri Emmanuelli:

« L'augmentation des taux de la BCE n'aura pas d'effets notables sur l'inflation, car nous ne sommes pas en présence d'une inflation salariale européenne mais en présence d'une inflation importée. On ne voit pas en quoi l'augmentation des taux de la BCE fera baisser les coûts du pétrole ou des matières premières... Il s'agit donc d'un mauvais remède qui ne correspond pas à la maladie. La conséquence d'un relèvement des taux : un renforcement de l'euro et donc un handicap croissant pour nos exportations, au moment où la croissance est atteinte, en Europe mais encore plus en France. Cette décision de la BCE portera un nouveau coup à l'investissement, qui est déjà faible. On entre dans la stagflation (inflation forte, croissance faible) qui est le pire des scénarios. On a du mal à comprendre l'aveuglement de la BCE, si ce n'est cet attachement très long à une monnaie forte qui correspond à une vision patrimoniale de la monnaie. Soit une conception de la monnaie dogmatique qui donne la priorité à l'épargne sur l'investissement. À l'inverse, la vision anglo-saxonne, pragmatique, privilégie l'investissement et la croissance. »

Alain Lambert:

« Il faut réaffirmer l'indépendance de la BCE, car ne pas la réaffirmer c'est donner le sentiment que nous voulons changer de système, et nous ferions peur au monde entier. Le mandat qui a été donné par les différents pays à la BCE reste la stabilité des prix. Or, la BCE fait face à des tendances inflationnistes. Dire que c'est l'appréciation de l'euro face au dollar qui a affecté l'économie française est une erreur de diagnostic grave. Regardons l'Allemagne, elle ne souffre pas des mêmes maux. Il faut se poser les vraies questions, notamment celle de la compétitivité de la France, qui se dégrade. L'Allemagne, elle, a fait ses réformes. S'agissant des dépenses publiques, l'écart entre l'Allemagne et la France est de 80 milliards par an ! Nous voudrions que la BCE amortisse notre mauvaise gestion : ça suffit ! La France est, en zone euro, le pays qui dépense le plus et qui alimente lui-même l'inflation. »

Avec l'aimable autorisation du journal La Croix **la Croix**